

2011

URGENCE : SALAIRES

Pour la CGT, le salaire est un élément fondamental de la vie économique et sociale. Il y a nécessité et urgence à augmenter les salaires pour satisfaire l'augmentation du pouvoir d'achat, pour satisfaire un niveau de vie décent et pour relancer la croissance économique.

Augmenter les salaires tout de suite, c'est nécessaire et indispensable.

Parce que de l'argent, il y en a, mais il ne profite qu'aux actionnaires, le SMIC doit être porté, en urgence, à 1 600 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de rémunérations conventionnelles.

Dans le même temps, une augmentation des salaires conséquente aurait d'autres répercussions. Tout en permettant d'améliorer notre pouvoir d'achat, cela permettrait d'augmenter le niveau de reversement des cotisations sociales qu'elles soient patronales ou salariales, participant ainsi à un meilleur financement de la Sécurité Sociale.

C'est une des conditions mises en avant par la CGT pour pérenniser notre système par répartition et une retraite à 60 ans pleine et entière.

Le Gouvernement a lui, opté pour l'analyse du Médef qui consiste à dire que la faiblesse de la croissance en France est due aux coûts élevés du travail.

Preuve en est, sa décision de ne pas accorder un coup de pouce au SMIC. Il se contente de l'augmentation légale de 1,6 % qui représente, pour les 2 millions de salariés au SMIC, 55 cts en plus par jour pour un temps plein, alors que l'augmentation du coût de la vie pour 2010 est de +1,8 %.

Selon, l'agence française des investissements internationaux : les coûts salariaux en France sont dans la moyenne basse des pays européens, quasiment équivalents aux coûts du travail des Etats- Unis, avec une productivité supérieure de 20% à la moyenne européenne.
Cherchez l'erreur

Pire, les branches professionnelles dont les minima, sont inférieurs au SMIC ne seront pas sanctionnées et pourront continuer à percevoir les exonérations de cotisations patronales. Cela concerne 1,4 millions de salariés.

En fait, le Gouvernement permet ainsi au Médef de soigner ses actionnaires sans avoir à redistribuer le matelas de trésorerie de 150 milliards accumulés sur le dos du travail des salariés.

En tant qu'employeur le gouvernement applique aux fonctionnaires un gel des salaires inacceptable pour 2011. Les négociations pour 2012 et 2013 sont bien compromises.

PRIVE / PUBLIC

POUR UNE REPARTITION PLUS JUSTE DES RICHESSES, ET UNE REELLE RECONNAISSANCE DU TRAVAIL,

POUR NOTRE POUVOIR D'ACHAT, POUR PERENNISER LE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE,

POUR UNE RELANCE DE LA CONSOMMATION, DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI,

EXIGEONS L'OUVERTURE DE VERITABLES NEGOCIATIONS SALARIALES